



La transparence de l'eau n'est pas en soi un critère, elle ne veut pas dire qu'il n'y a pas altération. Les zones humides sont importantes car elles jouent un rôle d'épuration

centage exprimé, au regard du nombre de foyers, revient à la Nièvre (+ 5,08 %) puis à la Lozère (+ 5,06 %), suivies ensuite du Loiret-Cher (+ 2,16 %) et de l'Indre-et-Loire (+ 2 %). Enfin, ce sont les tranches d'âge comprises entre 36 et 60 ans (40 %) et des plus de 60 ans (38 %) qui ont le plus répondu aux questionnaires.

Ce que vous en dites

À la question : "Retrouvez-vous dans la proposition de SDAGE l'ensemble des problèmes sur l'eau que vous rencontrez dans votre région ?" 86 % des répondants les retrouvent complètement ou suffisamment. Les femmes (à 88 %) retrouvent plus souvent les problèmes rencontrés, de même que les plus de 60 ans qui sont 48 % à les retrouver "complètement". Les urbains les retrouvent quant à eux à plus de 88 % (jusqu'à 91 % à La Rochelle, Orléans ou Nantes), mais c'est un avis moins bien partagé par les agriculteurs (74 %) qui sont la catégorie qui retrouve le moins souvent ses préoccupations dans la proposition.

À la question "Par rapport à vos préoccupations, les actions vous semblent-elles... ?" 83 % les estiment parfaitement ou assez adaptées. Mais elles ne le sont parfaitement que pour 22 %. Les plus de 60 ans sont ceux qui les jugent le plus favorablement, avec 27 % de leur classe d'âge qui les trouvent "parfaitement adaptées". Le sous-bassin Allier - Loire

amont est celui où l'adaptation est jugée le plus favorablement (24,4 % des répondants de ce secteur). Sur cette question, il n'y a pas de différence de point de vue significative entre urbains et ruraux.

À la question "Par rapport à la situation actuelle, cette proposition permettra de doubler le pourcentage de cours d'eau, plans d'eau, nappes et côtes en bon état en 2015. Elle représente un effort collectif de 500 millions d'euros par an, vous diriez que... ?" 59 % des répondants estiment qu'il faut aller plus loin et obtenir de meilleurs résultats. Les femmes (63 %), les moins de 25 ans (65 %), les 26-35 ans et les employés et ouvriers (68 %) sont plus fréquemment prêts à aller plus loin, de même que les urbains (61 % et même 63 % sur l'agglomération de Poitiers). C'est chez les plus de 60 ans que l'on trouve la plus forte proportion de répondants qui jugent la proposition bien équilibrée (29 %). 21,5 % des agriculteurs expriment quant à eux un refus de dépenser plus.

À la question "En fin de compte, diriez-vous que vous adhérez à cette proposition... ?" 85 % adhèrent mais seulement 33 % et adhèrent totalement. Les plus de 60 ans sont plus souvent entiers dans leur soutien : 39 % d'entre eux adhèrent totalement. Les 36-60 ans (9 %) et les agriculteurs (25,3 %) sont ceux qui rejettent le plus la proposition. Les urbains la rejettent moins que les ruraux.

La Rochelle (41 %), Bourges (39 %) et Nantes (38 %) sont les agglomérations qui y adhèrent le plus.

Les priorités exprimées

Les pollutions agricoles (47 %), urbaines et industrielles (32 %) et les conflits d'usage de l'eau (27 %) sont les thèmes les plus fréquemment cités en réponse à la question "Selon vous, quelles sont les deux actions à engager en priorité pour reconquérir un bon état des eaux ?" La préservation du littoral et des zones humides ainsi que la restauration des milieux aquatiques sont rarement évoquées. Des réponses qui tendent à prouver que les répondants peuvent se tromper, et que les connaissances ne sont pas encore toutes acquises. Si l'éducation, la sensibilisation, la responsabilisation, la concertation sont évoquées par 17 % des répondants, ils sont également très nombreux à souhaiter "interdire", "taxer", "sanctionner", et à citer explicitement l'application du principe pollueur-payeur (17 %).

"Une eau en bon état, c'est une eau qui permet une vie animale et végétale riche et variée, une eau exempte de produits toxiques, une eau disponible en quantité suffisante pour satisfaire tous les usages."